

## Coopération

# L'UE appelle à réactiver le Conseil économique et social libanais

Le président du Conseil économique et social européen (CESE), Henri Malosse, a profité hier encore de sa présence au Liban, pour insister, à plus d'une occasion, sur la nécessité de réactiver le Conseil économique et social libanais (CES). Créé il y a plus de quinze ans et présidé par Roger Nasnas, le CES attend depuis 2006 que la totalité de ses membres soient nommés. Son activité actuelle se limite à l'expédition des affaires courantes.

Le président du CES est « actif, dynamique et constitue un partenaire stratégique pour nous », a ajouté M. Malosse, en visite actuellement au Liban. « Nous voulons renforcer le rôle du CES, partant de notre conviction que le Liban constitue un trait d'union entre l'Est et l'Ouest », a-t-il insisté, au cours d'une visite au siège de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL). M. Malosse a affirmé que le Liban supporte un lourd fardeau, en raison

du grand nombre de réfugiés syriens. Il a promis, dans ce cadre, de mettre en évidence ce problème dès son retour à Bruxelles et de discuter des moyens d'aider le Liban, son économie et son infrastructure.

M. Malosse s'est également entretenu hier avec des étudiants de la faculté de sciences économiques de l'Université Saint-Joseph (USJ). Il a profité de cette occasion pour réitérer son appel à la réactivation du CES, sachant que « le Maroc a créé récemment son Conseil

économique social, en se basant sur l'expérience libanaise ». Il a insisté en outre sur le rôle qu'a joué le Liban, notamment M. Nasnas, dans la proposition, en 2010, du concept du Conseil économique et social pour la Méditerranée.

Plus tôt en journée, M. Malosse avait effectué une tournée dans les camps de réfugiés syriens à Saïda. « Nous avons senti une terreur concernant les événements en Syrie, qui se poursuivent depuis quatre ans »,

a constaté M. Malosse. « En tant qu'États, nous devons contribuer à faire instaurer la paix afin d'alléger la souffrance de ce peuple et de lui permettre de recouvrer sa dignité et son droit à vivre dans son pays », a-t-il insisté. Il a signalé dans ce cadre que les Conseils économiques et sociaux euro-méditerranéens ont appelé les autorités politiques et la communauté internationale à intensifier le soutien politique, financier et économique au Liban.